

CADRE LOGIQUE					
Projet Ensemble pour la Sécurité et la Paix A Djugu (ESPAD)					
	Type d'indicateur	Indicateur	Cible	Données de référence / Source de vérification	
OBJECTIF – Résultat global					
<i>L'Etat est reconnu par les populations comme le principal fournisseur redevable et transparent des services à la population, favorable à la paix et à la stabilité</i>	Indicateur standard IR 2.2	% de bénéficiaires qui se sentent en sécurité lors des activités quotidiennes	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur standard R 2.1	% de femmes et d'hommes qui s'attendent que leur village devienne paisible dans un an	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur standard IR 1.3	% de personnes qui perçoivent que les autorités locales (Chef de Quartier / Village) représentent les intérêts et opinions de la population	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception PV des CLS et CLS élargis	
Objectif Spécifique 1					
<i>La performance et la qualité de services de l'administration judiciaire sont améliorées, permettant une justice équitable et accessible pour toute la population</i>	Indicateur standard IR 3.1	% de répondants indiquant qu'ils font confiance aux tribunaux / au système judiciaire « d'une manière ou d'une autre » ou « beaucoup »	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur standard IR 3.5	% de personnes qui perçoivent que la justice est rendue de manière équitable et transparente	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur du projet 1.a	% de cas de violence sexuelle et basée sur le genre mentionnés à l'égard des femmes et des filles, qui sont signalés, examinés et jugés	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception Registres des institutions judiciaires concernées	
Produit 1.1					
<i>Les capacités opérationnelles et institutionnelles des institutions judiciaires, des cliniques juridiques et des structures de dialogues et les conditions de travail de la justice sont améliorées</i>	Indicateur du projet 1.1.a	% de cas de conflits résolus par le système de sécurité et de justice existant	Population des zones de mise en œuvre Institutions judiciaires	Registres des institutions judiciaires concernées	
	Indicateur standard 3c3	% des personnels judiciaires formés	Institutions judiciaires	Rapports d'activité et de suivi-évaluation	
	Indicateur standard 3c4	% des personnes dont le dossier a été clôturé (ont reçu une des conseils et une assistance légale/juridique)	Institutions judiciaires	Registres des institutions judiciaires concernées	
	ACTIVITÉS				
	Activité 1.1.1 : Renforcement des capacités du personnel judiciaire suivant les besoins identifiés lors de l'élaboration du projet et dans la baseline et suivant le feed-back issu des suivis / inspections et évaluations des performances des services judiciaires				
	Activité 1.1.2 : Renforcement des capacités en planification stratégique et approche de financement basé sur les performances du personnel judiciaire, des associations des jeunes et des femmes et d'autres organisation de la société civile pertinentes				
	Activité 1.1.3 : Coaching et accompagnement pratique et technique des cliniques juridiques et des structures de dialogue et de paix, sur la rédaction des compromis et l'organisation de la médiation des conflits				
	Activité 1.1.4 : Redynamisation des organisations communautaires de base féminines : Noyaux pacifistes des mamans (NPM), Dynamique femme pour la paix (DFP), Initiatives locales de paix (ILP), Groupe de dialogue communautaire (GDC), etc. et formation sur les structures de dialogue et de paix, sur la rédaction des compromis et l'organisation de la médiation des conflits				
	Activité 1.1.5 : Construction et équipement du Tripaix de Djugu et le Parquet qui y est rattaché, avec un amigo et des latrines extérieures				
	Produit 1.2				
<i>Les méthodes et procédures des services judiciaires sont plus efficaces et transparentes dans la lutte contre les atteintes aux droits humains, aux droits de propriété, aux barrières illégales, aux VSBG, à la détention illégale des armes à feu et autres formes de tracasseries</i>	Indicateur standard 3ac	% de citoyens qui disent faire confiance au système judiciaire pour résoudre les différends	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur standard 3c1	% des personnes qui sont capables de payer les amendes de l'Etat	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur standard 3c2c	% des personnes qui déclarent avoir payé un surplus sur leur amende pour accélérer leur dossier judiciaire	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception	
	Indicateur du projet 1.2.a	% de violations des droits des femmes et des filles signalées, mentionnées et examinées par les organes judiciaires	Population des zones de mise en œuvre	Enquêtes de perception Registres des institutions judiciaires concernées	
	ACTIVITÉS				
	Activité 1.2.1 : Formulation et validation des indicateurs avec les institutions judiciaires et de l'administration judiciaire, les autorités coutumières, les associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires				
	Activité 1.2.2 : Séances de révision et de validation de ces indicateurs selon le changement de contexte ou des nouveaux besoins				
	Activité 1.2.3 : Elaboration des contrats de performance et séance de signatures des contrats de performance				
	Activité 1.2.4 : Missions trimestrielles d'évaluation / vérification des performances par l'EUP Bunia, les régulateurs provinciaux et Cordaid (couplée à l'inspection des juridictions et au coaching)				
	Activité 1.2.5 : Enquêtes de satisfaction communautaire de l'offre de service de justice réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin chaque semestre				
Activité 1.2.6 : Paiement des subsides selon les résultats réalisés par le Tribunal de Paix, le Parquet y rattaché, les juridictions militaires et leur régulateurs (hiérarchie) respectifs au niveau Provincial et après évaluation					
Activité 1.2.7 : Séance de partage des résultats avec les autorités provinciales et la communauté (Revue annuelle)					
Activité 1.2.8 : Documentation des bonnes pratiques, partage et pérennisation sur la base des indicateurs de performance : benchmarking sur les pratiques, attitudes et décisions de la justice à mettre en avant, en rapport avec les dynamiques de conflits					
Activité 1.2.9 : Monitoring des violations des droits de l'homme commis par les autorités locales et les représentants de la justice et des services de sécurité					
Produit 1.3					
<i>Les services judiciaires sont plus accessibles, redevables et collaboratifs vis à vis des communautés et autorités coutumières</i>	Indicateur standard 3a1	# de nouveaux tribunaux formels et informels ouverts dans les zones rurales et urbaines avec des concentrations de populations marginalisées. Distinguer les femmes et les filles	Institutions judiciaires	Registres des institutions judiciaires concernées	
	Indicateur standard 3a2	% de citoyens qui déclarent avoir accès à un tribunal dans un délai d'un jour (ventilé formelle / informelle)	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception	
	Indicateur standard 3a4	# d'audiences tenues dans des tribunaux mobiles installés dans les zones prioritaires	Institutions judiciaires	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Registres des institutions judiciaires concernées	
	Indicateur du projet 1.3.a	# d'hommes, de femmes, de garçons, de filles qui sont sensibilisés et qui ont des connaissances sur leurs droits et le rôle des institutions de la justice	Population des zones de mise en œuvre	Rapports d'activité et de suivi-évaluation	
	ACTIVITÉS				
	Activité 1.3.1 : Appui à la délocalisation et l'installation du Tribunal de Paix et Parquet y afférent se trouvant à Mongbwalu vers Djugu centre				
	Activité 1.3.2 : Sensibilisations /formations des autorités coutumières, des associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires sur le droit foncier et coutumier, la procédure judiciaire et les rôles des juridictions judiciaires de leurs ressorts				
	Activité 1.3.3 : Organisation des audiences foraines sur le traitement des dossiers fonciers et l'homologation des compromis trouvés en matière de conflits fonciers et pour la sécurisation foncière				
	Activité 1.3.4 : Appui à l'assistance juridique et judiciaire des femmes, jeunes et d'autres groupes vulnérables				
	Activité 1.3.5 : Appui direct à certains projets issus des plans d'action de sécurité en suivant la logique de financement basé sur la performance et le benchmarking				
Objectif Spécifique 2					
<i>La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens</i>	Indicateur standard IR 1.3	% de personnes qui perçoivent que les autorités locales (Chef de Quartier / Village) représentent les intérêts et opinions de la population	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception	
	Indicateur du projet 2.a	# d'initiatives développées par les ETD et autorités locales résultant des PAS et des requêtes liées de la population (cf. note 8)	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception PV des CLS et CLS élargis Plans d'action des ETD et autorités locales	
	Indicateur du projet 2.b	% d'actions des EDT et autorités locales comprenant des dispositions spécifiques pour améliorer la sécurité et la condition des femmes et des filles	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception PV des CLS et CLS élargis Plans d'action des ETD et autorités locales	
Produit 2.1					

<i>Les capacités opérationnelles et institutionnelles des ETD et de l'administration territoriale sont améliorées</i>	Indicateur du projet 2.1.a	# de problèmes de sécurité résolus grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre du PAS	Population des zones de mise en œuvre	PV des CLS et CLS élargis
	Indicateur Standard 3b.2	% des autorités des ETD et des animateurs des structures citoyennes formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités	ETD et administration territoriale	PV des CLS et CLS élargis Rapports d'activité et de suivi-évaluation Test pré et post activités de renforcement des capacités
	Indicateur du projet 2.1.b	# d'événements multi-acteurs portant sur la sécurité à l'initiative des EDT et autorités territoriales	ETD et administration territoriale	PV des CLS et CLS élargis Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	ACTIVITÉS			
	Activité 2.1.1 : Renforcement des capacités des ETD, des OSC (y compris de femmes et de jeunes), en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, des droits et devoirs des ETD			
	Activité 2.1.2 : Renforcement des capacités des ETD et de l'administration territoriale sur la planification stratégique et l'approche de financement basé sur les performances			
Activité 2.1.3 : Accompagnement pratique des ETD et de l'administration territoriale dans la mise en œuvre des PDL et autres mesures de redevabilité, de participation, de transparence, etc.				
Produit 2.2				
<i>Les ETD et administration territoriale sont plus efficaces, proches de la communauté et deviennent de plus en plus redevables, transparente, collaboratives, et accessibles à la communauté</i>	Indicateur du projet 2.2.a	# d'hommes, de femmes, de garçons, de filles qui sont sensibilisés et qui ont des connaissances sur leurs droits et le rôle des institutions de la sécurité	Population des zones de mise en œuvre	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur Standard 3b.1	# de mécanismes de concertation mis en place ou redynamisés qui sont opérationnels au niveau des ETD	ETD et administration territoriale	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur Standard 3b.3	# de Plans locaux de paix et de développement (PLD) élaborés de manière participative et approuvés	ETD et administration territoriale	Rapports d'activité et de suivi-évaluation PV des CLS et CLS élargis
	Indicateur Standard 3b.4	% des PLD élaborés de manière participative et approuvés prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et groupes marginalisés	ETD et administration territoriale Population	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Enquête de perception
	ACTIVITÉS			
	Activité 2.2.1 : Formulation et validation des indicateurs avec les ETD et administration territoriale, les autorités coutumières, les associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires			
	Activité 2.2.2 : Séances de révision et de validation de ces indicateurs selon le changement de contexte ou de nouveaux besoins			
	Activité 2.2.3 : Elaboration des contrats de performance et séance de signatures des contrats de performance			
	Activité 2.2.4 : missions trimestrielles d'évaluation/vérification des performances par l'EUP Bunia et Cordaid, couplée au coaching			
	Activité 2.2.5 : Enquêtes de satisfaction communautaire de l'offre de service des ETD et administration Territoriale réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin chaque semestre			
	Activité 2.2.6 : Paiement des subsides selon les résultats réalisés par les ETD et l'administration territoriale et leurs régulateurs (hiérarchie) respectifs au niveau Provincial			
	Activité 2.2.7 : Séance de partage des résultats avec les autorités provinciales et la communauté (revue annuelle)			
	Activité 2.2.8 : Appui à l'organisation des comités locaux de sécurité élargis à la communauté			
Activité 2.2.9 : Documentation des bonnes pratiques sur la base des indicateurs de performance : benchmarking sur les bonnes pratiques des ETD sur l'organisation et la prestation des services à la population, la collecte des taxes, le budget participatif, la redevabilité, la reddition de comptes, la participation des citoyens, etc.				
Activité 2.2.10 : Appui aux processus participatifs et inclusifs de mise en place et d'élaboration des outils de gouvernance (plans de développement et budgets participatifs) en impliquant notamment les couches représentatives des communautés, les partenaires des consortiums DD et RRR, les ministères provinciaux du plan, du budget, des affaires coutumières et de l'intérieur/gouvernorat, des députés provinciaux et nationaux				
Produit 2.3				
<i>La confiance entre les autorités locales et la population est renforcée et le dialogue et la concertation entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu</i>	Indicateur du projet 2.3.a	# d'hommes, de femmes, de garçons, de filles qui sont sensibilisés et qui ont des connaissances sur leurs droits et le rôle des institutions de l'administration	Population des zones de mise en œuvre	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur du projet 2.3.b	# d'OSC et d'OCB mobilisées et ayant participé à des événements publics	Population des zones de mise en œuvre	Rapports d'activité et de suivi-évaluation PV des CLS et CLS élargis
	ACTIVITÉS			
	Activité 2.3.1 : Appui au financement de certains projets issus des plans d'action de développement et de sécurité en suivant la logique RBF et benchmarking			
	Activité 2.3.2 : Appui à la création d'un cadre de concertation et de dialogue participatif inclusif entre les ETD, l'administration territoriale, les services de sécurité, les autorités coutumières et la population et le rendre fonctionnel sous la coordination de la Province			
Activité 2.3.3 : Appui à l'organisation des comités locaux de sécurité élargis à la communauté, plus particulièrement aux jeunes et aux femmes				
Objectif Spécifique 3				
<i>La performance et la qualité de services de sécurité (PNC et FARDC) sont améliorées, permettant la prestation de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)</i>	Indicateur standard IR 2.3	% de bénéficiaires qui estiment que les FARDC offrent une contribution "grande" ou "très grande" dans la sécurité de leur zone	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
	Indicateur standard IR 2.4	% de bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution "grande" ou "très grande" dans la sécurité de leur zone	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
	Indicateur standard IR 2.5	% des bénéficiaires qui déclarent avoir payé "une taxe" pour leur sécurité dans la zone durant les 6 derniers mois	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
Produit 3.1				
<i>Les capacités opérationnelles et institutionnelles des services de sécurité (PNC et FARDC) sont améliorées</i>	Indicateur standard 2b.1	# de séances de formation sur la protection civile et Droits de l'Homme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur standard 2b.2	# de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur standard 2b.3	% d'agents de sécurité et de l'ordre formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance en DIH, sur leurs rôles et responsabilités	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Test pré et post activités de renforcement des capacités
	Indicateur standard 2b.4	% d'agent qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités sur les droits des femmes	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Test pré et post activités de renforcement des capacités
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.1.1 : Renforcement des capacités et sensibilisation du personnel des services de sécurité sur les droits humains (y compris les droits spécifiques des femmes et des enfants victimes de violences), les principes de gouvernance sécuritaire et de redevabilité en matière de protection des civils (les 3P et 3R), les mécanismes de prévention des violations des droits humains y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries, la corruption, etc.			
	Activité 3.1.2 (&bis) : Appui aux services de la PNC et aux OSC (y compris des femmes et des jeunes) pour l'achat du matériel nécessaire à leur mission, en concertation avec la MONUSCO, UNPOL, le Gouvernement provincial et le Ministère provincial de l'Intérieur			
	Activité 3.1.3 : Réhabilitation avec quelques accessoires du lieu de détention du sous commissariat PNC de Fataki en concertation avec la MONUSCO, UNPOL, le Gouvernement provincial et le Ministère provincial de l'Intérieur			
	Activité 3.1.4 : Construction et équipement du commissariat PNC Kpandroma avec latrines			
	Activité 3.1.5 : Soutien aux missions de suivi / coaching des autorités hiérarchiques			
Produit 3.2				
<i>Le plan d'action de sécurité est mis à jour, mis en œuvre, suivi et évalué</i>	Indicateur standard 2a.3	# de problèmes de sécurité identifiés, suivis et résolus	Population des zones de mise en œuvre CLS et CLS élargi	PV des CLS et CLS élargis Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur standard 2a.5	# de problèmes de sécurité spécifiques aux femmes identifiés, suivis et résolus	Population des zones de mise en œuvre (particulièrement les femmes) CLS et CLS élargi	PV des CLS et CLS élargis Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.2.1 : Organisation de consultations et ateliers de mise à jour du plan d'action de sécurité du territoire de Djugu			
	Activité 3.2.2 : Rédaction et impression du plan d'action de sécurité et plans opérationnels par chefferie / secteur			
	Activité 3.2.3 : Appui à la mise en œuvre des plans d'action, portant sur le changement des normes sociales, visant la réduction des exactions commises sur les civils et l'amélioration des mesures de protection			
Activité 3.2.4 : Formation des organisations féminines et des jeunes pour l'appui au monitoring de la mise en œuvre des plans locaux de sécurité				

Activité 3.2.5 : Appui aux réunions élargies des comités de sécurités et des CLSP axées sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans d'action de sécurité				
Produit 3.3				
<i>Les services de sécurité sont redevables, efficaces, collaboratifs, transparents, plus proches et accessibles à toute la population (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque de toutes les ethnies)</i>	Indicateur standard 2a.3	# d'événements de rapprochements civil-militaires organisés par le comité de base (divisés par type d'événements)	ETD et administration territoriale Institutions judiciaires Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur du projet 3.3.a	% de la population ayant confiance dans les capacités des institutions de sécurité à assurer leur protection	CLS et CLS élargi Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.3.1 : Formulation et validation des indicateurs avec la Police et l'unité des FARDC concernée, les autorités locales, les associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires			
	Activité 3.3.2 : Séances de révision et de validation des indicateurs selon le changement de contexte ou de nouveaux besoins sécuritaires			
	Activité 3.3.3 : Elaboration des contrats de performance et séance de signatures des contrats de performance			
	Activité 3.3.4 : Missions trimestrielles d'évaluation / vérification des performances, couplée au coaching par l'EUP Bunia, le Commissariat Provincial de la Police et le représentant du chef de la région militaire et Cordaid			
	Activité 3.3.5 : Enquêtes de satisfaction communautaire de l'offre de service de sécurité réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin chaque semestre			
	Activité 3.3.6 : Paiement des subsides selon les résultats réalisés par la Police, l'unité FARDC concernée et leur régulateurs (hiérarchie) respectifs au niveau Provincial			
	Activité 3.3.7 : Séance de partage des résultats avec les autorités provinciales et la communauté (revue annuelle)			
Activité 3.3.8 : Organisation des activités conjointes de rapprochement (civilo-militaire)				
Activité 3.3.9 : Monitoring de la situation sécuritaire par des OSC et organisations communautaires (y compris des femmes et des jeunes)				
Produit 3.4				
<i>Les autorités provinciales et nationales compétentes prennent des engagements politiques en lien avec les objectifs spécifiques</i>	Indicateur standard 2a.4	# de Plans de sécurité élaborés et approuvés	Autorités nationales et provinciales	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur du projet 3.4.a	Nombre d'engagements politiques pris par les autorités provinciales et nationales en lien avec le projet	Autorités nationales et provinciales	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.4.1 : Elaboration participative d'un document de plaidoyer à destination des autorités provinciales et nationales basé sur le diagnostic partagé, les racines politiques des dysfonctionnements des services de sécurité, les besoins pratiques exprimés par les acteurs locaux (les femmes, les communautés, PNC, FARDC, etc.)			
	Activité 3.4.2 : Lobbying et plaidoyer à Bunia et à Kinshasa en faveur de l'engagement politique des acteurs clés (appui à la mise en œuvre de la stratégie d'engagement politique du projet)			
	Activité 3.4.3 : Elaboration, impression et diffusion des documents d'engagement politique			
	Activité 3.4.4 : Appui technique à la réalisation des engagements politiques notamment des instructions et mesures juridiques favorisant la gestion participative des ETD et de la sécurité (i.e. formalisation des bonnes pratiques)			
Activité 3.4.5 : Suivi et évaluation périodique de la mise en œuvre des engagements politiques				
Objectif Spécifique 4				
<i>Les femmes influencent et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix et sont reconnues comme actrices du changement social</i>	Indicateur standard IR 5.1	% de femmes qui estiment que leurs opinions sont prises en compte dans la mise en œuvre de solutions participatives et de processus de consolidation de la paix	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
	Indicateur du projet 4.a	% de femmes et de jeunes (filles et garçons) engagés activement dans leur communauté pour la consolidation de la paix	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception Rapports d'activité et de suivi-évaluation PV et registres des autorités locales
Produit 4.1				
<i>Les femmes et les filles, au même titre que les (jeunes) hommes, participent et influencent positivement toutes les étapes du processus de stabilisations et de consolidation de la paix</i>	Indicateur standard 1b.2	% des plans d'actions communautaires / documents formalisés entre parties prenantes au processus qui répondent aux besoins spécifiques des femmes	Population des zones de mise en œuvre	Enquête de perception
	Indicateur standard 5b.1	# de femmes formées en leadership transformationnel	Population des zones de mise en œuvre OSC & OCB	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur standard 5c.1	% des postes décisionnels occupés par des femmes dans les structures communautaires	Population des zones de mise en œuvre OSC & OCB	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Organigrammes des structures communautaires
	Indicateur standard 5a.1	Nombre de fois que les femmes ont rencontré les autorités locales pour les problèmes spécifiques	Population des zones de mise en œuvre OSC & OCB	Rapports d'activité et de suivi-évaluation PV et registres des autorités locales
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.1.1 : Formation des femmes et jeunes (filles et garçons), selon les besoins spécifiques à chaque objectif du projet, sur : l'organisation et compétence judiciaire, les droits d'accès à la justice et sa matérialisation ; la gouvernance participative, la décentralisation, les droits et devoirs des ETD, les droits et devoirs des citoyens envers l'État ; la nomenclature des taxes et les modes de perception ; le droit foncier et la sécurisation foncière ; le fonctionnement des CLS et CLSP ; le leadership féminin ; la gestion des conflits ; le lobbying et plaidoyer			
	Activité 4.1.2 : Elaboration des outils/guides pratiques d'information sur l'accès à la justice, la participation au processus d'élaboration des plans de développement et de sécurité à l'intention des femmes et des jeunes (filles et garçons) et les accompagner dans les processus participatifs de la mise à jour du plan d'action de sécurité et d'élaboration des plans de développement			
	Activité 4.1.3 (&bis) : Appui-conseil aux femmes et jeunes (filles et garçons) dans l'exécution des activités auprès de la justice (assistance juridique et judiciaire), des ETD, des autorités politiques et sécuritaires			
Activité 4.1.4 : Accompagnement des structures féminines dans l'élaboration d'un plan d'action favorisant la mise en œuvre de chaque objectif spécifique				
Produit 4.2				
<i>Les femmes et les filles, au même titre que les (jeunes) hommes, participent et influencent positivement toutes les étapes du processus de stabilisations et de consolidation de la paix</i>	Indicateur standard 1d.4	# de programmes radio liées à la thématique des droits des femmes	Population des zones de mise en œuvre	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Registres de diffusion des radios
	Indicateur standard 2b.2	# de séances de sensibilisation des agents de sécurité par rapport aux droits des femmes	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation
	Indicateur standard 2b.4	% d'agent qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités sur les droits des femmes	Services de sécurité	Rapports d'activité et de suivi-évaluation Enquête de perception
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.2.1 : Soutien à la participation des femmes et des jeunes (filles et garçons) aux activités de gestion de la terre à travers les mécanismes de sécurisation des droits fonciers, les mécanismes alternatifs de prévention et de résolution des conflits fonciers, les mécanismes de planification foncière, les mécanismes de médiation			
	Activité 4.2.2 (&bis) : Appui à l'implantation, l'organisation et le fonctionnement efficace et de proximité des cliniques juridiques et à la création en leur sein d'espaces d'écoute pour les femmes et les jeunes (filles et garçons)			
Activité 4.2.3 : Soutien à la participation physique des femmes et des jeunes filles et garçons aux procès, aux processus d'élaboration des plans d'action de sécurité et de développement ainsi qu'aux mécanismes de reddition des comptes (notamment les CLS/CLSP)				
Activité 4.2.4 : Soutien à la participation des femmes et des jeunes (filles et garçons) aux missions de lobbying et plaidoyer				
Activité 4.2.5 : Mise en place, organisation et/ou redynamisation des forums et espaces de discussions autour des normes et rôles de genre dans les communautés avec des femmes, des organisations des femmes, des hommes et des autorités locales				
Notes				
1) certains indicateurs standards (ISSSS) ont été traduits de l'anglais au français par nos soins, ce qui peut expliquer une différence de formulation ;				
2) les indicateurs de projet sont alignés avec le cadre logique du projet ESPER (i.e. CISPE 2);				
3) les données collectées pour chaque indicateur seront désagrégées par âge et par sexe;				
4) le suivi évaluation concerne en premier lieu les zones prioritaires du projet, puis le Territoire de Djugu ainsi que les autorités provinciales et nationale pertinentes;				
5) le suivi évaluation couvre la période de mise en œuvre du projet, c'est à dire 2 ans. La comparaison des données collectées lors du suivi évaluation se fait sur la durée du projet. La situation de départ sera évaluée par l'étude de démarrage (baseline);				
6) le cadre logique pourra être révisé en phase de démarrage avec SSU pour assurer un alignement optimal et une contribution aux objectifs de stabilisation maximale.				
7) Les indicateurs de projet "Progrès de performance" sont les indicateurs utilisés pour le RBF. Ils permettent de faire le suivi de l'évolution du fonctionnement interne et la prestation de services des services d'État en charge de la sécurité et de la justice.				
8) Les PAS sont développés par les CLS. Chacune des institutions membres, y compris les ETD, ont la charge de mettre en œuvre certains aspects du PAS, et de proposer des actions associées pour résoudre les problèmes sécuritaires identifiés.				